

## Procès-verbal du comité syndical - Socle commun

**Séance du 12 novembre 2025**

Le douze novembre deux mille vingt-cinq, à 9 heures 30, le comité syndical, dûment convoqué le cinq novembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni à distance sur teams et en présentiel au siège de l'Agence 47 bis rue des Vinaigriers – 75010 Paris, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 111

Nombre de délégués présents ou représentés : 63 (dont 25 pouvoirs)

Étaient présents :

### **Titulaires (35) :**

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine), Bruno Tudor (Bagneux), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Yann Viguié (Champigny-sur-Marne), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Laurent Taupin (Chevilly-Larue), Serge Kehyayan (Clamart), Léopold Michallet (Colombes), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Jean-Luc Millard (Drancy), Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Marine Renavand (L'Haÿ les Roses), Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Olivier Stern (Montreuil), Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), Florent Lacaille-Albige (Noisy-le-Sec), Sylvain Raifaud (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Capucine Du Sartel (Saint-Cloud), Christophe Piercy (Saint-Denis), Patrice Pattée (Sceaux), Sophie de Lamotte (Suresnes), Sébastien Curlier-Andrade (Thiais), Nicolas Moreau (Vaucresson), Thierry Duboc (Villejuif), Robin Louvigné (Vincennes), Abdallah Benbekta (Vitry-sur-Seine), Marie-Catherine Herrmann (GPGE), Patricia Vavassori (GPGE), David Daoulas (GPSO), Patrick De La Marque (GPSO), Bertrand-Pierre Galey (GPSO), Alix Bougeret (Région Ile-de-France).

### **Suppléants avec voix délibératives (3) :**

Maryse Dorra (Ivry-sur-Seine), Louise Bompaire (GPSO), Luc Mauvarin (GPSO).

### **Suppléant sans voix délibérative (1) :**

Stéphane Perrin-Bidan (Suresnes).

### **Excusés ayant donné pouvoir (25) :**

Stéphanka Toussaint (Bois-Colombes) à Geneviève Gaillabaud, Pierre Leclerc (Bry-sur-Marne) à Frédéric Sitbon, Samuel Besnard (Cachan) à Bruno Tudor, Marc Feugere (Chatenay-Malabry) à Serge Kehyayan, Elodie Dorfiac (Châtillon) à Luc Mauvarin, Kristian Bolle (Choisy-le-Roi) à Serge Kehyayan, Hervé de Compiègne (Courbevoie) à Frédéric Sitbon, Sophie Merchat (Enghien-les-Bains) à Sophie Deschiens, Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses) à Jean-Luc Millard, Gabriel Galiotto (Le Blanc-Mesnil) à Geneviève Gaillabaud, Vincent Soulage (Nanterre) à Florent Lacaille-Albige, Pierrick Amella (Pantin) à Christophe Piercy, Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison) à Capucine Du Sartel, Patrick Leroy (Rungis) à Capucine Du Sartel, Claude Majeux (Saclay) à Christophe Piercy, Luc Alonso (Saint-Mandé) à Marie-Hélène Magne, Nathalie Brar-Chaveau (Vélizy-Villacoublay) à Patrice Pattée, Henri Roger-Estrade (Verrières-le-Buisson) à Patrice Pattée, Emmanuel Lion (Versailles) à Robin Louvigné,

Mickaël Rigault (GPGE) à Patricia Vavassori, Thierry Siouffi (GPSO) à Patrick De La Marque, Hervé Lièvre (GPSO) à Luc Mauvarin, Bernard Roche (GPSO) à Patrick De La Marque, Patrick Ollier (MGP) à Sylvain Raifaud, Christophe Najdovski (MGP) à Sylvain Raifaud.

**Excusés** : Jean-François Ploteau (Argenteuil), Edith Félix (Bagnolet), Farid Benyahia (Epinay-sur-Seine), Christophe Bernier (Gennevilliers), Clément Pecqueux (Ivry-sur-Seine), Laura Manach (Joinville-le-Pont), Mehdi Hafsi (La Courneuve), Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Rocquencourt), Benoit Blot (Le Plessis-Robinson), Christophe Paquis (Les Lilas), Sophie Bosquillon (L'Ile-Saint-Denis), François Vauglin (Paris), Julie Lefebvre et Marc Elfassy (Romainville), Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), Jean-Pierre Barnaud (MGP).

Total des voix : **1 899,77 voix**

Assistaient également à la séance : Yannick Cabaret, Directeur général, Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, Marthe Ozbolt, Directrice de la Communication et du Marketing, Sédik Chekir, Responsable service finances, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, Thierry Pereira, Directeur technique.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (Socle commun) du 14 octobre 2025

2. Délibérations :

2025 37 - Modification du montant des contributions 2025 au Budget annexe

2025 38 - Avenant n°4 de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et l'Agence métropolitaine des mobilités partagées dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib'

2025 39 - Décision modificative n°1 du Budget Annexe – Régie Velib' 2025

2025 40 - Débat d'orientation budgétaire (DOB) 2026 sur la base du rapport d'orientation budgétaire

2025 41 - Rendu compte des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation de compétence

3. Point divers :

- Echanges sur la qualité de service de Velib' Métropole
- Echanges sur les contentieux en cours
- Echanges sur l'offre de service de l'Agemob en matière de mobilités partagées

Monsieur Patrice Pattée est désigné, à l'unanimité, secrétaire de séance : Pour **1 899,77 voix**.

**1. Approbation du procès-verbal (socle commun) du 14 octobre 2025**

**Le Président** demande s'il y a des observations et, en l'absence, soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du comité syndical du 14 octobre 2025.

Pour 1 899,77 voix

Le procès-verbal du comité syndical (socle commun) du 14 octobre 2025 est approuvé à l'unanimité.



## **2. Délibérations**

### **2025 37** - Modification du montant des contributions 2025 au Budget annexe

**Le Président** rappelle que cette délibération vient de recueillir un avis favorable unanime du comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation et qu'il faut maintenant l'approuver.

**Le Président** demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 37 au vote.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Pour : 1 899,77 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE que les montants des contributions 2025 pour l'exercice de la compétence Velib' porté par le budget annexe seront :

- Pour la Ville de Paris: 19 980 € par station soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement de l'Agence pour la compétence Velib' et 18 780 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris: 9 990 € par station soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement de l'Agence pour la compétence Velib' et 8 790 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris dans le cadre des stations seulement installées au 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année: 4 995 € par station soit 600 € liées aux dépenses de fonctionnement de l'Agence pour la compétence Velib' et 4 395 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- Pour les collectivités hors Paris dans le cadre des stations seulement installées au 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année: 2 497,50 € par station soit 300 € liées aux dépenses de fonctionnement de l'Agence pour la compétence Velib' et 2 197,50 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- La participation financière de la Métropole du Grand Paris à l'Agence se décompose comme suit :
- La contribution obligatoire de la Métropole pour la gestion administrative de l'Agence est arrêtée à un montant de 99 900 euros par an ;
- La subvention de la Métropole pour le financement de la compétence Velib' est définie selon les modalités suivantes :
  - Pour les stations ouvertes sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021 : la participation est de 9 990 euros par an par station,
  - Pour les 22 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2021, la participation est de 6 016,91 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,
  - Pour les 23 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2022, la participation est de 5 619,60 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,
  - Pour les 31 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2023, la participation est de 4 414 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,
  - Pour les 10 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2024, la participation est de 3 717 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,
  - Pour les stations ouvertes sur le territoire de la métropole hors Paris après le 1<sup>er</sup> janvier 2025, dans la limite de 155 stations :
    - Pour les stations ouvertes au 1<sup>er</sup> semestre de l'année, la participation est de 2 654,86 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, et 61 336 euros l'année d'ouverture des stations,

- Pour les stations ouvertes au 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année, la participation est de 55 760 euros l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{(4\,995 \text{ €} + 9\,990 \text{ €} * N) - 55\,760 \text{ €}}{N}$$

- Pour les stations ouvertes au 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année, la participation est de 52 972 euros l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{(2\,497,50 \text{ €} + 9\,990 \text{ €} * N) - 52\,972 \text{ €}}{N}$$

Soit une subvention totale estimée à 6 252 654,82 €, financement des stations éphémères hors Paris compris.

La subvention est convertie en équivalent-stations, dont le nombre correspond à 50% du nombre des stations financées hors stations éphémères.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la Régie Vélib' 2025.

Article 2 : DIT que les recettes seront constatées sur le budget annexe Régie Vélib'.

**2025 38** - Avenant n°4 de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et l'Agence métropolitaine des mobilités partagées dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib'

**Le Président** rappelle que cette délibération vient de recueillir un avis favorable unanime du comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation et qu'il faut maintenant l'approuver.

**Le Président** demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 38 au vote.

Contre : 0 voix  
 Abstention : 0 voix  
 Pour : 1 899,77 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : APPROUVE les conditions de financement et de suivi arrêtées dans le projet d'avenant n° 4 à la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et l'Agence annexé à la présente délibération.

La participation financière de la Métropole du Grand Paris à l'Agence se décompose comme suit :

- La contribution obligatoire de la Métropole pour la gestion administrative de l'Agemob est égale 10 x la contribution annuelle hors Paris pour un équivalent-station, soit pour 2025 un montant de 99 900 euros ;
- La subvention de la Métropole pour le financement de la compétence Velib' est définie selon les modalités suivantes :
  - Pour les stations ouvertes sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021 : la participation est de 9 990 euros par an par station,
  - Pour les 22 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2021, la participation est de 6 016,91 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,



- Pour les 23 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2022, la participation est de 5 619,60 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,
- Pour les 31 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2023, la participation est de 4 414 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,
- Pour les 10 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2024, la participation est de 3 717 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,
- Pour les stations ouvertes sur le territoire de la métropole hors Paris après le 1<sup>er</sup> janvier 2025, dans la limite de 114 stations :
  - Pour les stations ouvertes au 1<sup>er</sup> semestre de l'année, la participation est de 2 654,86 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, et 61 336 euros l'année d'ouverture des stations,
  - Pour les stations ouvertes au 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année, la participation est de 55 760 euros l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{P = (4\,995 \text{ €} + 9\,990 \text{ €} * N) - 55\,760 \text{ €} N}{(4\,995 \text{ €} + 9\,990 \text{ €} * N) - 55\,760 \text{ €}}$$

- Pour les stations ouvertes au 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année, la participation est de 52 972 euros l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{P = (2\,497,50 \text{ €} + 9\,990 \text{ €} * N) - 52\,972 \text{ €} N}{(2\,497,50 \text{ €} + 9\,990 \text{ €} * N) - 52\,972 \text{ €}}$$

La subvention est convertie en équivalent-stations, dont le nombre correspond à 50% du nombre des stations financées hors stations éphémères.

**Article 2: AUTORISE** le Président du Syndicat à signer cet avenant n° 4 à la convention de financement et de suivi.

### **2025 39** - Décision modificative n°1 du Budget Annexe – Régie Velib' 2025

**Le Président** rappelle que cette délibération vient de recueillir un avis favorable unanime du comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation et qu'il faut maintenant l'approuver.

**Le Président** demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 39 au vote.

Contre : 0 voix  
 Abstention : 0 voix  
 Pour : 1 899,77 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DÉCIDE d'inscrire en dépenses de fonctionnement -952 199,98 €.

Article 2 : DÉCIDE d'inscrire en recette de fonctionnement -1 926 740,18 €.

Article 3 : APPROUVE, en conséquence, la décision modificative n°1 du budget annexe 2025 arrêtée comme suit :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
11	611	952 199,98 €			
70	706888				1 550 000 €
70	70878				60 500 €
74	74748			3 020 300,00 €	
74	74758			1 082 945,18 €	
75	755				551 005 €
75	75888				15 000 €
Total		952 199,98 €		4 103 245,18 €	2 176 505 €
Solde		952 199,98 €		1 926 740,18 €	
Solde Total				974 540,20 €	

Ainsi, avec cette DM et le solde de l'excédent cumulé de fonctionnement à fin 2024 reporté de 974 540,20 €, le budget de fonctionnement est équilibré.

**2025 40** - Débat d'orientation budgétaire (DOB) 2026 sur la base du rapport d'orientation budgétaire

**Le Président** donne la parole à **Sédik Chekir**.

**Sédik Chekir**, Responsable service finances, rappelle les principales dépenses du budget principal sur l'exercice 2025 comme suit :

- Des charges de personnel de l'ordre de 1 624 800€ ;
- Des charges de gestion courante de 1 054 980€ comprenant notamment les locations et charges immobilières pour 364 480€ et les honoraires liés aux procédures contentieuses pour 390 000€. En 2026, ce poste devrait fortement diminuer, même si 2 contentieux subsistent (Antony et GPSEA) ;
- Les frais financiers budgétés pour 900 K€ ;
- Les indemnités fixées par le jugement de la Cour administrative d'appel pour 75,5 M€

Il indique ensuite Les principales recettes de fonctionnement :

- Les contributions des collectivités adhérentes pour participer au socle commun, soit 1 450 € par station (liste arrêtée au 25 juin 2018), selon délibération du 24 avril 2025 ;
- La refacturation des charges et personnel mutualisés au budget annexe, permettant de couvrir les dépenses de l'Agence à hauteur de 1,726 M€ ;
- Les reprises sur provisions pour 32,5 M€.

Le budget d'investissement, s'élève à 61,5 M€, dont 43 M€ de charges à étaler en dépenses et 43 M€ d'emprunt en recettes

En 2026, dit-il, le budget principal sera construit sur la base d'un appel à contribution des collectivités adhérentes pour participer au financement et à l'équilibre du socle commun défini par les statuts du 2 décembre 2024, à savoir, les affaires présentant un intérêt commun à tous les membres, notamment les études relatives aux mobilités partagées, les missions de coopération ou de coordination et la gestion de la fin de la compétence Autolib'.



Ensuite il indique les montants à inscrire en dépenses sur le budget principal :

- Les frais de fonctionnement de l'Agence (personnel, indemnités des élus, location des bureaux, frais divers), les études et honoraires nécessaires à la clôture des deux contentieux existants, le tout pour 2,53 M€,
- S'agissant des études opérationnelles portant sur le développement des mobilités partagées, comme prévu dans nos statuts, leur financement sera organisé par des conventions financières entre l'Agemob et les collectivités concernées.
- Les dépenses d'ordre d'amortissements s'élèveront à 3,36 M€ et un virement à la section d'investissement de 1,17 M€ est nécessaire pour couvrir le remboursement des trimestrialités d'emprunt.
- En recettes, pour le financement du socle commun, il est proposé une contribution de 760 € par station Autolib' selon la liste arrêtée au 25 juin 2018, soit un montant de 846 K€. L'objectif des contributions étant de garantir l'équilibre du budget. Ces montants pourront être réduit au moment du budget supplémentaire après intégration du résultat définitif de l'exercice 2025 ;
- La quote-part des moyens et services mutualisés pour le service Velib' Métropole est estimée à 1,72 M€ ;
- Les recettes d'ordre seront de 2,84 M€.

Il précise qu'à ces prévisions de dépenses et recettes s'ajoutent les flux liés à la dette :

- En dépenses, les remboursements trimestriels des deux emprunts actualisés avec un taux à 3% pour l'emprunt de 33 M€ et à 2,93 % pour l'emprunt à 10 M€ afin de prévenir toute augmentation des taux et éviter un appel à contribution supplémentaire, soit un montant total de 10,99 M€.
- En recettes, les remboursements des collectivités ayant opté pour l'étalement pour 10,99 M€, soit 13 283 € par station. En cas de baisse des taux, le trop-perçu sera répercuté sur l'année suivante.

### Prévisions 2026 pour le Budget Principal

Désignation	BUDGET PRINCIPAL	
	Dépenses	Recettes
<b>Opérations réelles</b>		
Frais de fonctionnement du Syndicat	2,53 M€	
Intérêts des emprunts	0,75 M€	
Charges exceptionnelle différée	8,60 M€	
Quote part des moyens et services mutualisés		1,72 M€
Contributions des collectivités socle commun		0,85 M€
Contributions des collectivités remboursement de l'emprunt		11,00 M€
Atténuations de charges		0,01 M€
<b>Opérations d'ordre</b>		
Amortissements	3,38 M€	
Virement à la section d'investissement	1,17 M€	
Quote part de subvention virée au compte de résultat		2,84 M€
<b>Total</b>	<b>16,42 M€</b>	<b>16,42 M€</b>

Concernant le **Budget Annexe**, il indique que les principales dépenses budgétées en 2025 sont :

- Le paiement annuel de la prestation au forfait du marché Velib' pour 1 050 stations et le paiement annuel de la prestation au BPU, soit 352 stations hors Paris commandées pour un montant de 49,01 M€ ;
- Les autres charges à verser au titulaire du marché pour près de 16,31 M€ dont :
- Intéressement aux recettes : 5,930 M€
- Compensation de la surutilisation des vélos : 5,970 M€
- Indemnité vols et vandalisme : 1,82
- Surcoût exploitation VAE : 1,14 M€
- Exploitation des stations au-delà de 1402 : 0,39 M€
- Autres prestations, dont déposes, reposes et neutralisations : 0,8 M€ ;

Les charges du personnel affectées pour 0,351 M€ et le remboursement du personnel mutualisé s'élevant à 1,2 M€ ;

Les autres charges mutualisées à hauteur de 0,445 M€ ;

Les autres charges (prestations de service, études et honoraires, charges de gestion courante) pour 0,371 M€

Les recettes 2025 du Budget Annexe sont composées :

- Des recettes usagers pour 33,4 M€, soit 49,22% des recettes réelles ;
- De la contribution de la Ville de Paris basée sur 1 010 stations au montant de 19 980€ par station soit 20,18 M€ soit (29,74% des recettes réelles) ;
- De la contribution des collectivités hors Paris pour 4,99 M€, soit 9 990 € par station pour 509 stations ;
- De la subvention de la Métropole du Grand Paris s'élevant à 6,25 M€ (9,22 % des recettes réelles) ;
- Des recettes des prestations complémentaires pour 1,29 M€ ;
- Du report à nouveau de 1,16 M€.

Les principales orientations budgétaires concernant le budget annexe du service Velib' Métropole pour 2026 sont les suivantes.

Il est rappelé que compte tenu de la date avancée du DOB et du vote du budget qui s'ensuivra en fin d'année, les prévisions budgétaires sont confrontées à trois aléas majeurs qui les rendent difficiles à appréhender. Il s'agit notamment :

1. Du taux de revalorisation du marché qui ne sera connu que fin février ou début mars 2026 ;
2. Du nombre total de courses qui compose le calcul de l'indemnité de surutilisation des VAE (avenant 12) ;
3. Des recettes attendues sur l'ensemble de l'année 2026 à la suite de la réforme tarifaire entrée en vigueur le 12 août 2025.

Les principaux éléments de dépenses à prendre en compte pour le budget primitif 2026 sont :

- Le versement au titulaire du marché du montant de 49,21 M€. Le coefficient de révision de prix, applicable au marché, est pour le moment en légère hausse par rapport à 2025. Le coefficient définitif de révision de prix sera connu courant mars 2026. La modification éventuelle de ce paramètre devra donc être intégrée au premier semestre 2026 lors du vote du BS 2026 par exemple. Pour 2026, un taux de 25% par rapport à 2017 a été appliqué.
- L'intéressement aux recettes 2025 pour 6,17 M€ ;
- La compensation de surutilisation des vélos évaluée à 5,48 M€ en 2026 ;
- L'indemnité pour vol et vandalisme des vélos et des stations pour un montant de 2,10 M€, ce montant correspondant au maximum défini par le marché ;
- Le surcoût lié à l'augmentation de la part des VAE pour 1,15 M€ ;



- L'installation et l'exploitation de stations supplémentaires pour 0,6 M€ ;
- Les autres prestations dont neutralisations, déposes, reposes pour 0,6 M€ ;
- L'exploitation des stations au-delà de 1402, soit 0,42 M€ ;
- L'extension de stations dans Paris pour 0,27 M€.
- Les stations humanisées pour 0,2 M€ ;

S'ajoutent à ces éléments qui concernent directement le marché Vélib' des dépenses de fonctionnement de la Régie Velib' estimées pour 2026 à 2,18 M€. Il s'agit notamment :

- Des charges de personnel dédiées uniquement au service Velib' Métropole (déploiement et contrôle) ;
- Des dépenses spécifiques dédiées (marchés communication, juridique, AMO) ;
- De la quote-part des personnels (direction, ressources humaines, finances/marché,...), des services et moyens (locaux, logistique,...) mutualisés avec le socle commun.

Le budget 2026 est marqué par l'augmentation de l'intéressement aux recettes de 0,24 M€ mais une baisse de près de 0,5 M€ de la compensation de surutilisation des VAE.

L'année 2026 sera marquée également par l'installation de 25 nouvelles stations.

Au total, le montant des dépenses est estimé à 68,38 M€, soit une diminution, à date, de 0,77 % par rapport à 2025 (-0,53 M€).

En recettes, les principales orientations budgétaires concernant le budget annexe Velib' Métropole sont les suivantes :

- L'augmentation des recettes du service Velib' constatée en 2025 devrait se poursuivre en 2026 et le montant total devrait atteindre 36 M€ ;
- Les contributions obligatoires des collectivités adhérentes à l'option Velib' Métropole sur la base de 1 544 stations dont 1 010 stations pour la Ville de Paris et 534 stations pour les communes hors Paris sont estimées à 25,45 M€ ;
- La subvention de la Métropole du Grand Paris (MGP) devrait s'élever à 6 M€ (4,54 M€ au titre des stations de la première phase de déploiement et 1,46 M€ pour les nouvelles stations) en l'état de la convention qui lie la MGP à l'Agence ;
- Le remboursement de frais de dépose, repose et neutralisation est estimé à 0,93 M€

Au total, le montant des recettes à inscrire au budget annexe en 2026 est donc estimé à 68,38 M€. Il est en diminution de 0,53 M€, soit 0,77 % par rapport à 2025.

## Prévisions 2026 pour le Budget Annexe

Désignation	BUDGET ANNEXE	
	Dépenses	Recettes
<b>Opérations réelles</b>		
Versement au titulaire du marché	49,21 M€	
Indemnité pour vol et vandalisme	2,10 M€	
Intéressement aux recettes et compensation surutilisation des vélos	11,65 M€	
Installation et exploitation de stations supplémentaires	0,60 M€	
Surcout lié à l'augmentation des VAE	1,15 M€	
Exploitation des stations au delà de 1402	0,42 M€	
Dépenses de fonctionnement du Syndicat	2,18 M€	
Stations humanisées	0,20 M€	
Plan bornettes	0,27 M€	
Neutralisations, déposes et reposes	0,60 M€	
Recettes usagers		36,00 M€
Subvention métropole du grand Paris		6,00 M€
Contribution des Collectivités		25,45 M€
Remboursement de frais de dépose repose et neutralisations stations		0,91 M€
Remboursements personnel tickets restaurant		0,01 M€
<b>Opérations d'ordre</b>		
Dotations aux amortissements	0,00 M€	
<b>Total</b>	<b>68,37 M€</b>	<b>68,37 M€</b>

**Le Président** donne la parole aux membres

**Sophie De Lamotte** (Suresnes) précise que chaque année il est constaté une surutilisation des vélos électriques. Pourquoi, dit-elle, ne pas établir un avenant pour aligner le marché sur la réalité ?

**Le Président** répond que c'est la difficulté à laquelle est confronté l'Agence depuis le début. La prévision qui a été faite en 2017 n'était pas juste par rapport à la réalité du service. En 2021, l'Agence a dû prendre en compte les coûts supplémentaires qui avaient été exposés par Smovengo pour l'exploitation du service, notamment parce que les vélos à assistance électrique sont beaucoup plus utilisés que prévu et l'entretien coûte également plus cher que prévu. L'avenant signé en 2021 prévoyait effectivement une compensation de la surutilisation des vélos électriques.

L'avenant prévoit que si les vélos électriques sont utilisés au-delà d'un certain seuil, calculé en comparaison avec l'utilisation des vélos mécaniques et avec ce qui était prévu dans le marché initial, l'Agence doit verser à Smovengo une indemnité pour compenser cette surutilisation. Cet avenant ne peut pas être modifié : nous nous sommes engagés à l'appliquer jusqu'à la fin du marché en 2032. Il fait remarquer aux membres que la surutilisation diminue. C'est notamment l'effet des mesures prises pour aligner les coûts avec les dépenses. L'objectif, dit-il, est très clair : faire en sorte que les dépenses liées à cette surutilisation soient désormais aussi prises en compte dans les recettes issues des usagers, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent.

**Yannick Cabaret**, Directeur Général, rappelle qu'on ne peut pas augmenter le parc des Vélib' sans augmenter le nombre de stations et le nombre de bornes. En effet, dit-il, le nombre de vélos est lié au nombre de bornes déployées mais ce vecteur n'est pas un moyen de diminuer la surutilisation. En revanche, il est possible de revoir la répartition entre la part de vélos à assistance électrique et la part de vélos mécaniques. Les vélos à assistance électrique sont passés de 30 à 40%. Il est constaté que la préférence pour le vélo à assistance électrique est telle que même si on va à 50% voire à 60%, on serait probablement en deçà de la préférence des usagers. Cela ne suffirait probablement pas à supprimer le phénomène de surutilisation.

Le Président demande s'il y a d'autres observations et en l'absence propose de prendre acte de la délibération 2025 40.



Le Comité syndical, après en avoir débattu, PREND ACTE de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2026 et de la transmission du Rapport d'Orientation Budgétaire annexé.

**2025 41** – Rendu compte des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation de compétence

**Le Président** rappelle que les décisions ont été adressées à l'ensemble des membres. Il demande s'il y a des questions et, en l'absence, demande aux membres de prendre acte de la délibération 2025 41.

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

PREND ACTE du rendu-compte des décisions prises par le Président jusqu'au 15 octobre 2025 en vertu de la délégation de compétence du comité syndical au Président, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.

**Le Président** rappelle que le prochain comité syndical aura lieu le 9 décembre et il sera en présentiel uniquement, dans les locaux de l'Agemob.

### **3. Point divers**

- Echanges sur la qualité de service de Velib' Métropole
- Echanges sur les contentieux en cours
- Echanges sur l'offre de service de l'Agemob en matière de mobilités partagées

Le Secrétaire,

Patrice Pattée



Le Président,

Sylvain Raifaud



